

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 18 JUIN 2019

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille dix-neuf, le dix-huit juin à dix-huit heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi,
dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD,
maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne TREZEGUET DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, André CASTAGNOS, Christiane FAURE, Bernard COURET, Daniel GUIHARD, Jean-Pierre PIBOYEUX, Catherine SAMANIEGO, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

Étaient absents : MM. Sylvio GUINGAN, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, Monique SASSI, Hélène AYMARD, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LE GRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ.

Pouvoirs de vote :

M. GUINGAN à Mme TREZEGUET DIOUF
Mme BEYRET TRESEGUET à Mme DE MACEDO
M. CADAYS à M. SADIR
Mme SASSI à M. COURET
Mme MACARIO DE OLIVEIRA à M. SAUVAUD
Mme KAZAOUI à Mme FAURE
Mme CAMPOY MARTINEZ à M. GIRARDI

Madame Christiane FAURE a été élue secrétaire de séance.

Monsieur le Maire rend un hommage à Monsieur Franck GAY, premier adjoint du Maire précédant, Monsieur Pierre POLIVKA. Monsieur GAY était engagé dans la vie de la commune d'Aiguillon, attaché à celle-ci, au milieu associatif, aux relations extérieures, et surtout au SCA Rugby.

Monsieur le Maire rend également un hommage à Monsieur Roger MORICHON, élu durant le mandat de Monsieur Louis JAMET, de 1971 à 1977.

AFFAIRES GÉNÉRALES

Vente d'un bâtiment communal à usage exclusif de bureaux et de réception du public et de terrains jouxtant ce bâtiment

VU l'avis des Domaines en date du 28/01/2019 ;

VU la délibération n°2019-040 en date du 19 mars 2019 portant sur la désaffectation et le déclassement de parcelles concernées par l'emprise de la vente,

VU le bien désigné ci-après,

Un bâtiment à usage exclusif de bureaux et de réception du public totalisant une surface de plancher de 354m,

Terrain attenant comprenant 8 emplacements de stationnement visiteurs et 10 emplacements de stationnement « agents »

Figurant ainsi au cadastre :

Préfixe	Section	N°	Lieu-dit	Surface
	E	759	7 AVENUE DU 11 NOVEMBRE 1918	11a19ca
	E	1412	A MARRUT	8a57ca
	E	1423p	A MARRUT	5a20ca

Total surface 24.96ca

Monsieur le maire invite le conseil à prendre connaissance desdites pièces et à décider s'il y a lieu de procéder à la vente au bénéfice d'ESSOR AIGUILLON (ayant pour gérant ESSOR DEVELOPPEMENT) ou de toute autre personne qu'elle se substituera du bien désigné ci-dessus aux conditions de prix et autres prévues à la promesse unilatérale de vente.

Considérant que cette vente intervient en vue de la création d'une agence régionale de pôle emploi,

Considérant que cette vente interviendra au plus tard le 17 janvier 2020 sous réserves de la levée des conditions suspensives au profit des deux parties pour un montant de 270 000 € hors incidence des éventuelles taxes applicables.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ACCEPTE** les termes du projet, et notamment le prix de cession, de la promesse unilatérale de vente jointe à la présente délibération,
- **DONNE** tous pouvoirs à Monsieur le Maire et en cas d'empêchement à Madame Brigitte LEVEUR, 3^{ème} adjointe et en cas d'empêchement de cette dernière, à Monsieur Michel PEDURAND, 4^{ème} adjoint pour signer ladite promesse unilatérale de vente,

- ACCORDE pouvoir pour ces derniers de procéder à des modifications mineures,
- DONNE pouvoir aux personnes sus mentionnées pour signer l'acte de vente à intervenir dès la levée d'option.

Publié le 19/06/2019

Visa Préfecture le 19/06/2019

Monsieur le maire explique qu'il s'agit de l'actuel bâtiment qui abrite Pôle Emploi. Il ajoute que dans la stratégie d'évolution de Pôle Emploi, il y a une stratégie de déploiement, avec la création non pas d'un point d'accueil, mais d'une véritable agence Pôle Emploi à Aiguillon. Cette agence profiterait de la situation de centralité de la gare d'Aiguillon et réunirait 35 agents de pôle Emploi.

Il y a une petite différence, Pôle Emploi a changé sa stratégie immobilière, il ne souhaite plus être locataire d'une collectivité. Il travaille avec une société, Essor Développement, qui fait l'acquisition de l'immobilier et du foncier et qui construit le bâtiment que va ensuite occuper Pôle Emploi. Il y a une petite nuance, Essor Développement construit l'enveloppe extérieure et les gros aménagements, puis Pôle Emploi aménagera à sa charge l'intérieur.

Pôle Emploi nous a sollicité pour faire l'acquisition du bâtiment existant, mais aussi d'une partie du terrain qui jouxte Pôle Emploi, car ce projet va s'accompagner d'un agrandissement du bâtiment, il faudra qu'il puisse abriter 35 agents et le public qui va avec.

Madame MOSCHION demande à partir de quand cette agence sera créée. Monsieur le maire lui répond que les travaux devraient débuter en janvier 2020, on compte 9 mois de travaux dans le meilleur des cas, elle pourrait donc ouvrir ses portes en janvier 2021.

Madame LEVEUR demande s'ils maintiennent leur activité pendant les travaux. Monsieur le Maire lui répond que oui, en juillet et août il y aura des ALGECO dans l'enceinte de l'ancienne PROVER.

Monsieur PEDURAND dit qu'on l'avait aussi envisagé au niveau du PLU, on avait été obligé de modifier sur l'emprise de FONROCHE, pour que ce soit constructible.

Monsieur le Maire ajoute que Pôle Emploi est une agence nationale, il y a donc beaucoup d'inerties, c'est un projet qui date d'il y a 2 ans déjà, et on arrive aujourd'hui à la signature de la promesse de vente. Monsieur le Maire précise que Pôle Emploi nous versera le loyer jusqu'à fin septembre.

Réduction de l'emprise du bail emphytéotique administratif

VU l'article L.2122-1 du CGCT,
 VU les articles L.1311-2 et L1311-3 du CGC,
 VU la délibération n°2011-091 en date du 19 juillet 2011,
 VU la délibération n°2019-040 en date du 19 mars 2019,

Monsieur le Maire rappelle que les parcelles cadastrées section E numéros 1422 et 1423, sont dans l'emprise du Bail emphytéotique administratif en date du 29 juillet 2011, publié au service de la publicité foncière d'AGEN, le 25 août 2011, consenti à la Société FONROCHE INVESTISSEMENTS. Lesdits droits d'emphytéose ont été cédés depuis à la société "ALBIOMA SOLAR ASSETS FRANCE 1", identifiée au SIREN sous le n°524273364, Preneur.

Afin de permettre à la commune de céder une partie du terrain non utilisée par le PRENEUR, la

commune a fait établir un document d'arpentage et a proposé au PRENEUR de réduire l'assiette du bail pour en sortir une partie, ce que ce dernier a accepté.

Considérant que cette modification est une condition suspensive dans la promesse unilatérale de vente au profit d'ESSOR AIGUILLON (ayant pour gérant ESSOR DEVELOPPEMENT) ou de toute autre personne qu'elle se substituera.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ACCEPTE** les termes de la modification du bail emphytéotique administratif joint à la présente délibération,
- **DONNE** tous pouvoir à Monsieur le Maire et en cas d'empêchement à Madame Brigitte LEVEUR, 3^{ème} adjointe et en cas d'empêchement de cette dernière, à Monsieur Michel PEDURAND, 4^{ème} adjoint pour signer ladite promesse unilatérale de vente,
- **ACCORDE** pouvoir pour ces derniers de procéder à des modifications mineures,

Publié le 19/06/2019
Visa Préfecture le 19/06/2019

* * * * *

Convention opérationnelle d'action en faveur de la redynamisation du centre ancien entre la commune d'Aiguillon et l'établissement public foncier de Nouvelle Aquitaine

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à prendre connaissance du projet de convention opérationnelle d'action en faveur de la redynamisation du centre ancien entre la commune d'Aiguillon et l'établissement public foncier de Nouvelle Aquitaine (EPFNA) et de l'annexe n°1 jointes toutes deux en annexe de la présente délibération.

L'établissement public foncier de Nouvelle Aquitaine intervient auprès des collectivités locales pour les soutenir financièrement et les accompagner dans des études de faisabilité en vue de la réalisation de projets de développement économique et d'habitats structurants pour le territoire tels que le renforcement de l'attractivité des centres bourgs, la réhabilitation de zones en friches, la densification de l'espace bâti...

Pour la commune d'Aiguillon, le projet porte sur deux points essentiels ;

- **Un périmètre de veille foncière sur lequel une démarche de veille active sera engagée**
Ce périmètre correspond au secteur « centre-ville ».

Certaines parcelles pouvant présenter un intérêt, sont déjà identifiées:

- Ancien Hôtel/Restaurant situé cours Alsace Lorraine
 - Certaines cases commerciales ou logements vacants situés rue Thiers à proximité de la Mairie ;
- L'objectif est de limiter les vacances commerciales et les vacances de logements dans le centre-ville. Une étude globale pourrait être envisagée afin de bâtir une stratégie d'acquisitions foncières en vue d'opérations de renouvellement urbain.

- **Un périmètre de réalisation sur lequel une démarche d'intervention foncière sera engagée**

• **Projet 1 : Friche SEITA**

Site : parcelle d'une surface de 3 110m² et parcelle I n°1840, d'une surface de 535 m², situées avenue de la gare – en zone Ux au PLU.

Il s'agit d'un ancien bâtiment de la SEITA servant au stockage du tabac, fruits et légumes et des terrains de part et d'autre de la gare.

L'objectif visé est le renforcement du pôle de centralité qu'est Aiguillon en offrant de nouveaux services et commerces aux habitants de la commune.

• **Projet 2 : Friche Fayat/C.I.C.B. (Compagnie Industrielle des Composants Béton)**

Site : Parcelle d'une surface de 18 830m², située rue Anatole-France : friche industrielle, en pleine zone urbanisée, suite à la fermeture il y a deux ans de Fayat/C.I.C.B.

Projet : La surface de ce foncier offre de nombreuses possibilités et pourrait permettre de recréer un nouveau quartier : lotissement, équipements publics, équipement Santé.

Pour ces deux périmètres, une étude préalable devra être engagée entre la Commune, la Communauté de Communes et l'EPFNA, en vue de déterminer la temporalité d'intervention et ses modalités.

Le droit de préemption sera délégué à l'EPFNA sur les périmètres désignés dans la convention. Toutefois, ce droit de préemption relevant de la compétence de la Communauté de Communes du Confluent et des coteaux de Prayssas sur les Zones UX, il ne pourra être exercé par l'EPFNA que sous réserve du vote par le conseil communautaire de la délégation dudit droit de préemption en vue d'une acquisition.

Monsieur le maire rappelle que la durée maximale de la convention est de 5 ans à compter de la première acquisition sur les périmètres désignés pour un engagement financier maximal de 600 000 € HT.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ACCEPTE** les termes du projet de convention opérationnelle d'action en faveur de la redynamisation du centre ancien entre la commune d'Aiguillon et l'établissement public foncier de Nouvelle Aquitaine et son annexe N°1 jointes à la présente délibération,
- **DONNE** tous pouvoirs à monsieur le Maire pour signer ladite convention,

- ACCORDE pouvoir pour ce dernier de procéder à des modifications mineures.

Publié le 25/06/2019

Visa Préfecture le 24/06/2019

* * * * *

Monsieur le Maire explique qu'un établissement public foncier (EPF) est un organisme public qui associe l'Etat et la Région, pour se substituer aux collectivités, en particulier aux communes lorsque celles-ci ont un projet d'acquisition, mais que la vente est anticipée par rapport à l'organisation et les finances communales. L'établissement public foncier fait l'acquisition à la place de la commune, et ensuite la commune a entre 3 et 5 ans pour récupérer le bien et rembourser l'établissement.

L'avantage, c'est que ce sont des acquisitions à taux zéro, d'autre part ça permet une réactivité par rapport à du foncier ou de l'immobilier qui peuvent être intéressants pour la commune, en terme de projet à moyen ou long terme, mais pour lesquels elle n'a pas les finances.

L'EPF est un organisme très professionnel, avec des professionnels de l'immobilier et du foncier, qui savent négocier, plus qu'une collectivité de notre taille par exemple, et qui savent acheter au prix juste. Cela nous préserve d'erreur éventuelle de jugement.

L'EPF peut mener au nom de la commune des études de faisabilité par exemple, pour des projets à venir. L'EPF ne procède à aucune acquisition sans l'accord préalable de la commune, c'est-à-dire du conseil municipal.

Monsieur le Maire dit que l'intérêt pour la commune, c'est le centre-ville et l'acquisition. Si on veut redynamiser le centre-ville, notamment en activité commerciale, ce qui est bloquant, c'est souvent le prix de l'immobilier et notamment des loyers. On a des bâtiments qui sont anciens, pas forcément en bon état, et pourtant loués à des prix qui pour l'installation d'un commerce, sont prohibitifs, c'est donc bloquant.

Le fait d'inclure ces bâtiments dans le périmètre, cela peut amener des solutions de proposition que pourrait faire la commune à des personnes qui voudraient s'installer en centre-ville pour créer des activités commerciales. Cela peut aussi permettre à la commune de choisir quels commerces on veut et peut installer en centre-ville, en relation avec des professionnels du commerce, il faut savoir ce dont on a besoin et ce qu'on peut avoir.

Monsieur PIAZZON dit avoir un doute sur le site FAYAT, il explique qu'il y a plus de 2000 mètres de toiture amiante, il y en a pour 250 000 euros de désamiantage, et il y a aussi un problème de béton bleu. Au niveau de la dépollution, il serait préférable que ce soit FAYAT qui dépollue et qui démonte.

Monsieur le Maire répond que s'ils vendent, ils ont une obligation de dépollution. L'idée, ce n'est pas d'acquérir la CICB, c'est de faire une étude et de contrôler qui veut éventuellement faire l'acquisition. FAYAT, c'est un groupe, on a l'immobilier FAYAT, ils savent très bien que tout l'arrière du terrain, ils peuvent construire toute une rue avec une cité, et c'est cela qui donne de la valeur au terrain.

Monsieur PIAZZON répond que pour toute la dépollution, il y en a au moins pour au moins 400 000 euros.

Monsieur GUIHARD demande si on ne risque pas de perdre du temps.

Monsieur le Maire répond que c'est une convention de 5 ans renouvelable. L'idée, c'est de faire des études et s'il y a des locaux opportuns dans la commune, voir l'intérêt de la commune de les acquérir ou non.

Madame MOSCHION dit qu'ils ont tout ce qu'il faut pour faire les travaux et dépolluer.

Monsieur PIAZZON ajoute qu'ils ne savent même pas jusqu'où va le béton bleu.

Monsieur GIRARDI précise que c'est un site qui a vieilli. Il demande également d'où sortent les réserves des EPF.

Monsieur le Maire explique qu'au démarrage de l'EPF, il y avait des fonds d'Etat, et il y a toujours la caisse des dépôts et consignations, qui soutient l'EPF, et il y a ensuite le remboursement des communes ou des collectivités qui fait « tourner la machine ».

Madame MOSCHION dit que l'Etat s'est rendu compte qu'il fallait soutenir l'investissement des collectivités territoriales, d'où ce partenariat avec la caisse des dépôts.

Monsieur le Maire dit que comme cela fait partie de l'aménagement du territoire, qui est une compétence communautaire, cela passera aussi en conseil communautaire.

Madame MOSCHION dit qu'il y a eu une convention avec le Président de la Communauté de Communes de Prayssas, avec la chambre des métiers, il faudrait savoir quelle est la politique de ce commercial. Il y a des choses qui se mettent en place, mais il faut accompagner davantage.

Monsieur le Maire affirme que la communauté de communes mène un travail en relation avec les communes, ciblé sur les centralités. Dans un premier temps, la communauté de communes a fait le tour des commerces d'Aiguillon pour voir ce qu'ils envisageaient comme type d'évolution, mais aussi dans l'idée de réunion d'information.

Madame FAURE dit qu'elle était présente lors de ce tour de quartier et qu'il n'y avait qu'un seul commerçant qui voulait faire quelque chose.

Madame MOSCHION dit qu'il y a des choses qui se mettent en place, mais il faudrait quand on défend la ruralité, bouger davantage et aller voir les commerçants. Elle dit qu'elle connaît des commerçants qui n'ont pas été conviés.

Monsieur le Maire dit que c'est en relation avec le FISAC (Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) et la Vallée du Lot, il faut voir la définition du périmètre qu'ils avaient, peut-être que ce n'était que l'hyper centre-ville. La communauté de communes va ensuite mener des actions en direction des communes, on va donc convier à des réunions de réflexion qui devraient déboucher à des actions, pour aider à la fois les commerces existants, et d'autre part pour développer ou faire venir d'autre commerce. Cela reste au départ de tout ça, il faut être optimiste, la communauté de communes est un établissement récent.

Madame MOSCHION dit que par rapport à la communauté de communes, il a circulé auprès des maires des choses qui ne sont pas vraies, et c'est Aiguillon qui prend tout.

Procès-verbal de transfert des compétences de l'Eau et l'Assainissement à Eau 47

VU la délibération du conseil municipal de la Commune n°2018-080 sollicitant le transfert de la compétence « assainissement collectif » au Syndicat à compter du 1^{er} janvier 2019 et autorisant la Présidente à signer le procès-verbal de transfert correspondant,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier :

- L'article L.2224-7 et L.224-8 définissant la compétence « eau potable » et la compétence « assainissement des eaux usées » ;
- L'article L.5211-18-II concernant les modifications relatives au périmètre et à l'organisation des EPCI (rendu applicable aux syndicats mixtes fermés par renvoi opéré de l'article L.5711-1 du même code) ;
- L'article L.1321-1 concernant la mise à disposition des biens, selon lequel ;
- Les articles L.1321-2, L.1321-3 et L.1321-4 concernant les conditions de mise à disposition des biens dont la collectivité antérieurement compétente était propriétaire ;
- L'article L.5211-4-1 concernant le transfert du service ou de la partie de service chargé de la mise en œuvre de la compétence ;

VU l'Arrêté inter-préfectoral n°47-2018-12-28-007 en date du 21 décembre 2018 approuvant la modification des Statuts du Syndicat Eau47 et portant actualisation des compétences transférées au Syndicat Eau47 à compter du 1^{er} janvier 2019 ;

VU la délibération du comité syndical d'Eau47 n°18_066_C du 25 septembre 2018 acceptant le transfert de compétences « eau potable » et « assainissement collectif » de la Commune à compter du 1^{er} janvier 2019 et autorisant la Présidente à signer le procès-verbal de transfert correspondant,

Après l'adoption des Comptes administratif et des comptes de gestion 2018 en séance du conseil municipal du 26 février 2019, il convient désormais d'acter le transfert de l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice des compétences transférées.

Pour cela, il a été établi un Procès-verbal joint en annexe de la présente délibération.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

22 voix pour,
0 voix contre,
2 abstentions (Mme MOSCHION, M. PIAZZON)

- **ACCEPTE** les termes du projet de la promesse unilatérale de vente et ses annexes qui forment un tout indissociable jointe à la présente délibération,
- **DONNE** tous pouvoirs à monsieur le Maire pour signer ledit procès –verbal.

Publié le 19/06/2019
Visa Préfecture le 19/06/2019

* * * * *

Transfert des résultats des budgets Eau et Assainissement 2018 – Compétences de l'Eau et l'Assainissement déléguée à Eau 47 au 1^{er} janvier 2019

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.2224-8 et suivants relatifs au service de l'assainissement des eaux usées ;

VU les délibérations :

- du Conseil municipal de la commune d'AIGUILLON du 18/09/2018 sollicitant un transfert des compétences « eau potable » et « assainissement collectif » à compter du 01.01.2019 ;
- du Comité syndical d'EAU47 n° 18_066_C du 25.09.2018 acceptant ce transfert de compétences ;

VU l'arrêté inter préfectoral du 28/12/2018 portant extension du périmètre d'EAU47 et actualisation des compétences transférées à compter du 1^{er} janvier 2019, et approuvant la mise à jour des statuts du Syndicat Eau47 en conséquence ;

VU la délibération du Comité Syndical d'Eau47 n° 18_066_C du 25/09/2018 autorisant la Présidente à signer le procès-verbal de transfert correspondant,

VU la délibération du conseil municipal d'Aiguillon en date du 18 juin 2018 autorisant monsieur le Maire à signer le procès-verbal de transfert correspondant,

VU la délibération n° 16-047bis-C du comité syndical d'Eau47 du 31 mars 2016 définissant les principes directeurs et les modalités de reprise des éléments financiers dans le cadre d'un transfert de compétences à EAU47 ;

VU le(s) compte(s) administratif(s) des budgets Eau et assainissement 2018 de la commune d'Aiguillon adopté en conseil municipal en date du 27 février 2019 et faisant apparaître les résultats budgétaires suivants :

Collectivité ou SI	Budget	Résultats de clôture – CA 2018	
Commune d'Aiguillon	AEP	Fonctionnement	121 152,11 €
		Investissement	309 535.63 €
		Total	430 687.74 €
	AC	Fonctionnement	95 063,16 €
		Investissement	222 253.47 €
		Total	317 316.63 €

CONSIDÉRANT que Syndicat Eau47 est désormais compétent,

CONSIDÉRANT qu'il convient de délibérer sur la reprise de ces résultats de clôture,

Monsieur le Maire propose au conseil municipal que les résultats budgétaires 2018 mentionnés ci-dessus soient transférés au Syndicat Eau47 désormais compétent, de la manière suivante :

	Résultats de clôture – CA 2018 Eau potable	Reprise EAU47	Reprise Commune AIGUILLON
Fonctionnement	121 152,11 €	0 €	121 152,11 €
Investissement	309 535,63 €	154 767,82 €	154 767,82 €
TOTAL	430 687,74 €	154 767,82 €	275 919,93 €

- Reprise des résultats de Fonctionnement au Budget Principal de la commune au Chapitre 002 : 121 152.11 €
- Reprise des résultats d'Investissement au Budget Principal de la commune au Chapitre 001 : 309 535.63 €
- Inscription de la reprise de résultat par Eau 47 au Chapitre 10, article 1068 en dépenses pour un montant de 154 767.82 € versée à Eau 47 sur présentation du titre exécutoire.

	Résultats de clôture – CA 2018 Assainissement collectif	Reprise EAU47	Reprise Commune AIGUILLON
Fonctionnement	95 063,16 €	0 €	95 063,16 €
Investissement	222 253,47 €	222 253,47 €	0 €
TOTAL	317 316,63 €	222 253,47 €	95 063,16 €

- Reprise des résultats de Fonctionnement au Budget Principal de la commune au Chapitre 002 : 95 063.16 €

- Reprise des résultats d'Investissement au Budget Principal de la commune au Chapitre 001 : 222 253.47 €
- Inscription de la reprise de résultat par Eau 47 au Chapitre 10, article 1068 en dépense pour un montant de 222 253.47 € versée à Eau 47 sur présentation du titre exécutoire.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

22 voix pour,
0 voix contre,
2 abstentions (Mme MOSCHION, M. PIAZZON)

- **ACCEPTE** que les résultats budgétaires 2018 mentionnés ci-dessus soient transférés au Syndicat Eau47 désormais compétent, de la manière susmentionnée ;
- **DIT** que ces résultats feront l'objet d'une délibération concordante prise par le Syndicat Eau47 ;
- **DONNE POUVOIR** au Maire pour signer la présente délibération, et en assurer son exécution.

*Publié le 25/06/2019
Visa Préfecture le 24/06/2019*

Monsieur le Maire dit qu'on peut relever la qualité des négociations avec Eau 47 et leur esprit d'ouverture, car la commune va récupérer un peu plus de 370 000 euros.

Madame MOSCHION dit que c'est effectivement une bonne négociation quand on voit les chiffres, mais qu'en revanche on ne sait toujours pas quel sera le prix de l'eau.

Monsieur le Maire dit qu'il faut laisser Eau 47 lancer le marché. Les offres doivent être remises sous peu, et à la rentrée il y aura les ouvertures de plis et les négociations avec les candidats. Il y a 4 candidats, et les 4 veulent vraiment récupérer le marché d'Aiguillon, cela nous permet d'espérer un prix de l'eau tout à fait raisonnable. Avec la force de frappe d'Eau 47, cela nous permettra de relancer rapidement la reconstruction d'une nouvelle station d'épuration.

FINANCES LOCALES

Décision modificative n°1-2019

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Considérant la reprise des résultats des budgets Eau et Assainissement dans le budget principal, il convient d'adopter la décision modificative n°1 suivante :

Décision modificative N°1-2019						
INVESTISSEMENT						
Op	Libelle	Chapitre	Article	Dépenses	Recettes	Objet
Opérations réelles						
		10	1068	377 021,29 €		
	Emprunts	16	1641	2 000,00 €		Intégration capital emprunts Ass et AEP
			1641		-367 483,08 €	Diminution emprunt
Sous total opérations réelles Investissement				379 021,29 €	-367 483,08 €	
Opération d'ordre						
Virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement		021			214 715,27 €	
Sous total Opération d'ordre - investissement					214 715,27 €	
Reprise résultat Investissement Eau et Assainissement		001			531 789,10 €	
Total section d'investissement				379 021,29 €	379 021,29 €	
FONCTIONNEMENT						
	Libelle	Chapitre	Article	Dépenses	Recettes	Objet
Opérations réelles						
	Charges financières	66	66111	1 500,00 €		Intégration intérêts emprunts Ass et AEP
Sous total opérations réelles Investissement				1 500,00 €	0,00 €	
Opération d'ordre						
Virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement		023		214 715,27 €		
Sous total opération d'ordre - Fonctionnement				214 715,27 €	0,00 €	
Reprise résultat Fonctionnement Eau et Assainissement		002			216 215,27 €	
Total Section de fonctionnement				216 215,27 €	216 215,27 €	
TOTAL Général				595 236,56 €	595 236,56 €	

Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré

22 voix pour,
0 voix contre,
2 abstentions (Mme MOSCHION, M. PIAZZON)

- **APPROUVE** la décision modificative proposée du budget principal de la Commune de l'exercice 2019.

Publié le 08/07/2019
Visa Préfecture le 08/07/2019

RESSOURCES HUMAINES

Mise en œuvre de l'Indemnité Forfaitaire Complémentaires pour Elections (IFCE)

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°86-252 du 20 février 1986 fixant le régime des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être accordées à certains personnels communaux,

VU le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 modifié relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

VU l'arrêté du 27 février 1962 modifié relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires communaux,

VU l'arrêté du 12 mai 2014 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

VU l'avis du Comité Technique en date du 11 juin 2019,

VU les crédits inscrits au budget,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal peut décider de mettre en place l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections pour les agents communaux accomplissant des travaux supplémentaires à l'occasion d'une consultation électorale visée par l'article 5-I de l'arrêté du 27 février 1962 précité et qui ne peuvent bénéficier du régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

CONSIDÉRANT que pour les élections, présidentielles, législatives, régionales, cantonales, municipales, européennes, et les consultations par voie de référendum, le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections est calculé dans la double limite :

- D'un crédit global obtenu en multipliant la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires mensuelle du grade d'attaché territorial, par le nombre de bénéficiaires ;
- D'une somme individuelle au plus égale au quart de l'indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial.

ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRES

Cette indemnité pourra être attribuée aux agents communaux qui ne peuvent bénéficier de l'Indemnité Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS).

ARTICLE 2 : PROCÉDURE D'ATTRIBUTION

Le montant de référence pour le calcul de cette indemnité sera le taux moyen de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial affecté d'un coefficient multiplicateur de 1.5

Les attributions individuelles sont calculées dans les limites des crédits inscrits au budget et de celles définies dans l'arrêté du 27 février 1962 relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires communaux.

La répartition individuelle du crédit global, entre les bénéficiaires se fera à part égale entre les différents agents participants aux opérations électorales et dans la limite du montant maximal individuel.

ARTICLE 3 : VERSEMENT

Le paiement de cette indemnité sera réalisé après les élections européennes du 26 mai 2019.

ARTICLE 4 : CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

**Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- DÉCIDE de l'instauration de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections dans les conditions susmentionnées,
- DIT que les crédits sont inscrits au budget,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer toute pièce relative à la présente délibération.

Publié le 24/06/2019

Visa Préfecture le 25/06/2019

Monsieur GIRARDI dit qu'il a toujours vu des employés communaux participer aux élections.

Monsieur le Maire répond que oui, mais pas toute la journée.

Monsieur GIRARDI dit qu'il n'y a pas d'économie pour les élections, c'est une faute. Quand on est Maire, on a des responsabilités.

Monsieur le Maire répond que c'est un devoir pour les élus d'être présents le jour des élections pour tenir les bureaux de vote.

Monsieur GIRARDI lui répond que son absence était exceptionnelle.

Monsieur le Maire répond qu'il s'est aperçu, et cela avait été un des arguments employés pour réduire les bureaux de vote, que cela permettait d'avoir une assurance pour avoir un nombre d'élus suffisant sans que ce soit les mêmes qui tiennent les bureaux de vote. Il ajoute qu'on a eu des élections où l'on a dû faire appel à des citoyens qui n'étaient pas élus.

Monsieur GIRARDI dit que la loi le prévoit, qu'on a le droit de faire appel à eux.

Monsieur le Maire répond que oui, mais que les agents communaux n'ont pas à tenir les bureaux de vote.

Madame MOSCHION demande donc si de 8h à 18h il y aura des agents de l'état civil sur les prochaines élections. Elle dit que c'est ridicule de mobiliser des agents qui ne pourront rien faire.

Monsieur le Maire dit qu'ils seront formés en interne, mais qu'en terme d'élection, il n'y a pas beaucoup de question, ce sont des règles générales.

Monsieur GIRARDI demande comment les agents étaient payés avant.

Monsieur le Maire dit que cette délibération est une régularisation.

Monsieur GIRARDI dit que c'est sympa d'avoir des employés communaux qui viennent prêter main forte, c'est un moment de démocratie.

URBANISME

Adressage

Il appartient au Conseil Municipal de choisir par délibération, le nom à donner aux rues et aux places publiques. La dénomination des voies communales, et principalement celles à caractère de rue ou de place publique, est laissée au libre choix du Conseil Municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le Maire peut prescrire en application de l'article L. 2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales : « Dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles ».

Il convient, pour faciliter le repérage, le travail des préposés et des autres services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, le déploiement de la fibre optique, d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation.

Ce travail d'adressage est donc nécessaire afin d'assurer les missions de service public.

La majorité du travail d'adressage a été effectué durant l'été 2018. Pour ce qu'il en reste, la Commission Aménagement Urbain du 11 juin 2019 a validé ces nouvelles dénominations de voies :

- Rue Georges Sand (re-numérotage)
- Impasse Blanchard (nomination et numérotage)
- Rue du 19 mars 1962 (numérotage)
- Impasse Rabelais (numérotage)
- Rue Molière (re-numérotage)
- Avenue du Maréchal Joffre (re-numérotage)

Le Conseil municipal est appelé à accepter ces nouvelles dénominations de voies.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ACCEPTE** ces nouvelles dénominations de voie.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à cette affaire.

Publié le 19/06/2019
Visa Préfecture le 19/06/2019

* * * * *

Monsieur PEDURAND dit que c'est un travail qui se poursuit, qu'on va lever un peu le pied car les budgets sont épuisés mais qu'on reprendra l'année prochaine. Il dit qu'il faut aussi faire du numérotage car il arrive que des personnes mettent eux-mêmes leur numéro.

Monsieur le Maire dit que c'est une opération qui a été rendue obligatoire par le déploiement de la fibre optique. Il ajoute qu'Aiguillon a deux secteurs : un secteur qui correspond à la campagne Nord-Est, où la télévision peut passer sur le câble internet. Ce secteur, dans le cadre de Lot-et-Garonne Numérique, était prévu dans un deuxième temps. L'Etat a forcé les grands opérateurs à déployer la fibre optique sur le territoire d'ici 2023, cela a amené à un appel à manifestation, c'est Orange qui a rapporté cet appel. Monsieur le Maire dit qu'on a reçu un courrier de Monsieur CAMANI qui nous informe que pour la prochaine phase de déploiement de la fibre optique 2020-2021, d'ici 2022 toute la commune sera fibrée.

Monsieur le Maire ajoute également que nous sommes en pleine négociation avec les opérateurs téléphoniques pour revoir les contrats de la Mairie, nous sommes actuellement chez Orange.

Enquête Publique - Projet de la SAS Société Départementale des Carrières (SDC) de renouvellement et d'extension d'une carrière de matériaux alluvionnaires avec installation de traitement située sur la commune de Buzet-sur-Baïse

Le Maire expose au Conseil Municipal le rapport suivant :

La Commune a été informée par la Préfète du Lot-et-Garonne le 4 avril 2019 de la tenue d'une enquête publique concernant la demande d'autorisation présentée par Monsieur Jean-Claude POUXVIEL, représentant la SAS Société Départementale des Carrières (SDC) dont le siège social est situé « Cubjac » - 24640 CUBJAC-AUVEZERE-VAL D'ANS, en vue d'être autorisé à renouveler et étendre l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires sur la Commune de Buzet-sur-Baïse.

L'enquête publique s'est déroulée du mardi 23 avril 2019 à 8h00 au vendredi 31 mai 2019 à 17h00 dans un rayon d'affichage réglementaire de 3 km. Par conséquent, la Commune d'Aiguillon est concernée au même titre que les communes de Buzet-sur-Baïse, Damazan, Saint-Léger, Saint-Pierre de Buzet, Thouars sur Garonne, Saint-Léon, Port Sainte-Marie et Puch d'Agenais.

Madame Aurélie TINGAUD a été désignée commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Bordeaux le 25 janvier 2019 et a tenu 5 permanences à la mairie de Buzet sur Baïse pendant la durée de l'enquête.

Le service Urbanisme de la Mairie d'Aiguillon a affiché l'avis d'enquête publique le 4 avril 2019 et s'est tenu à la disposition du commissaire enquêteur afin qu'il puisse accomplir sa mission.

Ont été transmis au commissaire enquêteur à l'expiration de l'enquête le certificat attestant l'accomplissement de la formalité d'affichage des avis d'enquête publique, les lettres adressées au commissaire enquêteur qui seraient parvenues à la mairie ainsi que les registres.

Madame la préfète du Lot-et-Garonne invite le conseil municipal à formuler son avis sur ce dossier.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

4 voix pour (Mme FAURE, Mme KAZAOUI, Mme DE MACEDO, Mme BEYRET TRESEGUET)

2 voix contre (M. COURET, Mme SASSI)

18 abstentions (M. SAUVAUD, M. GUINGAN, Mme LEVEUR, M. PEDURAND, Mme TRESEGUET DIOUF, M. SADIR, M. LASSERRE, M. CADAYS, M. CASTAGNOS, M. GUIHARD, M. PIBOYEUX, Mme MACARIO DE OLIVEIRA, Mme SAMANIEGO, Mme CAMPOY MARTINEZ, M. GIRARDI, Mme LARRIEU, M. PIAZZON, Mme MOSCHION).

- **APPROUVE** la demande d'autorisation présentée par monsieur Jean-Claude POUXVIEL, représentant de la SAS SDC, de renouveler et d'étendre l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires sur la Commune de Buzet-sur-Baïse,
- **INDIQUE** qu'une copie de la délibération sera adressée à madame le commissaire enquêteur Aurélie TINGAUD ainsi qu'à la commune de Buzet-sur-Baïse,
- **INDIQUE** que le dossier d'enquête publique est tenu à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, et que les personnes peuvent en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1^{er} de la Loi du 17 juillet 1978 et pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête ;
- **PRECISE** qu'une copie de la délibération sera adressée à la Préfète du Département de Lot et Garonne par la Mairie d'Aiguillon ;
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder aux formalités prévues à cet effet.

Publié le 25/06/2019

Visa Préfecture le 24/06/2019

Monsieur COURET dit que ce sont encore des terres agricoles qui vont disparaître. Il dit qu'on veut des cailloux partout et que ça fait trop.

Monsieur GIRARDI dit que quand on voit l'état de l'agriculture, on a la liberté de vendre ses terrains comme on veut, mais on est en train de massacrer les meilleures terres. Il dit que c'est regrettable, mais il se demande qu'en penser. Il dit qu'on met à terre l'agriculture française, on la tue, alors qu'on fasse des gravières ou pas. Il ajoute qu'on fera peut-être des zones sauvages comme la réserve naturelle de la Mazière. On nous demande de juger, on peut seulement constater. La Loi Bouchardeau a interdit de pomper sur les rivières. Il y a des lois qui sont complètement stupides.

Madame MOSCHION dit que cela ne nous concerne pas.

Le Maire,

La secrétaire, Madame FAURE

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne TREZEGUET DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Jean-Pierre PIBOYEUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION